

On relait ici les communiqués de DDPF (Défense des Droits des Prisonniers Français) qui sont sortis après les attaques qui ont eu lieu entre le 12 et le 15 avril 2025 devant plusieurs prisons, écoles de maton.nes et logements de l'Administration Pénitentiaire.

Ils ont été publiés sur un fil Telegram qui a été fermé par le Parquet National Antiterroriste.

On veut faire exister et circuler cette parole pour contrer le discours des médias et des politiciens. Ça nous donne l'impression qu'ils veulent étouffer ces actes de révolte en les associant à des réseaux mafieux pour les discréditer

“Tous les détenus de France doivent se mobiliser et se réveiller.”

“ [...] Ce canal est un mouvement dédié à dénoncer les atteintes à nos droits fondamentaux auxquelles le ministre Gérald Darmanin compte porter atteinte.

Tous les détenus de France doivent se mobiliser et se réveiller. L'heure est grave : nous entrons dans une ère dangereuse et inquiétante pour l'avenir de la population carcérale. [...] Nous devons être unis face à cette situation.

À l'heure d'aujourd'hui, si en 2025 nous pouvons regarder la télévision, fumer des cigarettes, manger en cellule en toute tranquillité, c'est uniquement parce que nos anciens se sont battus pour ces droits fondamentaux. Ces mêmes droits, qui auraient pu être un automatisme, ont nécessité un combat pour faire comprendre qu'avant d'être des prisonniers, nous sommes avant tout des humains.

Pareillement, concernant les heures de promenade : il y a encore quatre ans, nous avions droit à 2h30 le matin et 2h30 l'après-midi. Aujourd'hui, nous sommes réduits à une promenade l'après-midi, un jour sur deux, et seulement pour 1h.

“ Cette publication est pour remettre les choses au clair. Mr Darmanin pense à surfer sur la vague pour faire entendre ce qu'il a envie aux médias. Sachez que nous sommes pas des terroristes, nous sommes là pour défendre les droits de l'homme à l'intérieur des prisons.

Depuis quelques années, une majorité des surveillants humilie, insulte et violente les personnes détenues. Quand les détenus se

Les coûts des cabines téléphoniques sont faramineux et extrêmement chers. Certains détenus ne peuvent pas se le permettre, que ce soit les personnes interdites de contacter leurs proches à l'extérieur ou celles avec très peu de moyens, vu le prix qui s'élève à pratiquement 1€ la minute, ce qui est très cher pour des détenus, quelle que soit leur classe sociale. [...]

Les surveillants qui nous frappent, qui violent certains détenus, qui exercent des pressions physiques et psychologiques : la plupart des suicides en prison sont dus à l'agressivité de l'administration pénitentiaire et à sa déontologie. Combien sont morts après avoir fait plusieurs mises en demeure sans que la direction ne les prenne en compte ? Combien sont frappés dans des salles isolées, hors de portée des caméras ? Combien de fois l'abus de pouvoir a-t-il été utilisé pour cacher les circonstances de nombreuses violences sur les détenus ? ”

plaignent en faisant un recours, ils finissent à l'opposé de la France ou avec des fouilles humiliantes répétées ordonnées par la hiérarchie. Ils ne respectent en aucun cas la loi, par contre, quand cela les arrange, ils l'appliquent fermement. [...]

La guerre, c'est vous, Darmanin, qui l'avez déclenchée, nous, on veut juste que les droits de l'homme soient respectés. [...]

La loi narcotrafic attaque notre liberté et augmente le flicage de toustes...

Elle va durcir les conditions de détention des prisonnièr.es, en les isolants encore plus durement de leurs proches et des autres détenus.

Les techniques d'enquêtes pourront être passées sous silence, ce qui rend impossible de savoir s'il y a des vices de procédures, des abus, et de pouvoir s'en défendre.

La loi va généraliser l'utilisation du terme fourre-tout de "criminalité organisée". Cela risque d'être appliqué pour renforcer des moyens de surveillance quand bon leur semble. La police, grâce à la légalisation de logiciels espions, pourra activer à distance les micros et caméras des appareils connectés (ordinateurs, téléphones...) et pourra utiliser des « boîtes noires », technique qui consiste à analyser le réseau internet via des algorithmes pour trouver de prétendus comportements « suspects ». Tout le réseau est scanné, sans distinction : il s'agit donc de surveillance de masse.

Banalisation des enquêtes administratives de sécurité pour l'accès à de nombreux emplois, facilitation des expulsions locatives des détenu.es ou de leurs proches...

Depuis le 13 avril des attaques visent des prisons et des maton.nes en représaille du passage de la loi narcotrafic et pour exiger l'amélioration des conditions de vie des prisonnièr.es, souvent le tag DDPF apparaît.

Dans ce contexte, le lundi 28 avril 2025, le Parquet National Anti-Terroriste a annoncé avoir arrêté 25 personnes. Parmi elleux, 21 ont été mis.es en examen et incarcéré.es le vendredi 2 mai à Paris, dont deux mineur.es placé.es en centre éducatif fermé (prison pour mineur.es qui ne dit pas son nom).

La section anti-terroriste est finalement désaisie du dossier. Les chefs d'inculpations qui sont retenus sont : *tentative d'assassinat en bande organisée, destructions dangereuses, et participation à une association de malfaiteurs.*

Malgré les arrestations, les actions continuent et la révolte se propage. Par exemple, dans la nuit du 5 au 6 mai, la maison d'un couple de maton.nes à Liancourt (Oise) est incendiée.

Solidarité avec les révolté.es et les inculpé.es ! Crève la taule !



... et certain.es les attaques en retour !

Contre les taules, des incendies de voitures, feux de pou, tags et tirs :

- dans les Maisons d'Arrêt de Nîmes, Valence, Nanterre, Villepinte, Aix-Luynes, Lyon-Corbas, Nantes, Marseille
- au Centre Pénitentiaire de La Farlède près de Toulon, de Réau, de Villefranche sur Saône

Contre les représentant.es de l'autorité carcérale :

- feu à l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire d'Agen
- feu à la porte d'accès à une résidence où vit un maton en Seine-et-Marne, feu de poubelles devant un logement à Amiens
- véhicules incendiés devant des logements de maton.nes à Tarascon et à Marseille
- deux cocktails Molotov lancés en direction de deux maisons de maton.nes en Isère
- cinq véhicules du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) incendiés à Caen
- intimidation et agression de maton.nes à Fresnes et à Toulouse, de la directrice adjointe de la M.A. de Saint-Malo
- un véhicule de maton.nes taggué au Mouy, à Hermes
- un tag DDPF sur la boîte aux lettres d'un élève surveillant
- un tag DDPF géant à Bordeaux avec un communiqué
- survol de drones des établissements pénitentiaires de Lutterbach, Lannemezan et Saint-Quentin-Fallavier
- système de sécurité de la prison pour mineurs saboté à Orvault
- la voiture d'un magistrat est aspergée d'une substance très corrosive larguée par un drone à Montargis
- feu de déchets et tag DDPF au siège social d'une filiale de Vinci Construction à Villeurbanne qui construit des prisons. ●●